

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Notes de voyages militant : le « non » peut gagner**

- International - Europe -

Date de mise en ligne : lundi 29 novembre 2004

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Entre le 2 septembre et le 16 septembre notamment, l'essentiel de mon temps sera pris par la bataille pour briser le silence autour de mes deux collègues Daniel Buffière, et Sylvie Tremouille, inspecteurs du travail de Dordogne, abattus comme des chiens par un exploitant agricole, inhumés dans le silence médiatique, sans réaction du gouvernement, de Raffarin, de Chirac. ( la mort de l'ourse Cannelle a fait plus de bruit !). Il y aura beaucoup de prises de parole, d'articles et d'émission télé ou radio, puis il y aura la grande grève nationale unitaire de l'inspection du travail le 16 septembre avec, cette fois, un écho médiatique plus significatif. Cela ne m'empêchera pas parallèlement de commencer la bataille pour que le " non " l'emporte dans le Parti socialiste. Cela représentera au total une quarantaine de réunions donc certaines sont passionnantes et fort instructives sur les enjeux du débat.**

**Lille, 11 septembre :** C'était lors des journées de rentrée de la fédération du Nord. 1500 personnes. Une organisation des débats menée de main de maître par Marc Dolez, alternant plénières et ateliers. Grand accueil à la gare, où plusieurs orateurs se retrouvent au sortir du TGV. Henri Weber qui va défendre le " non " dans l'atelier Europe, me fait remarquer que, pour la première fois depuis quarante ans, nous allons être d'accord. Nous avons un repas préparé pour les participants à chaque atelier afin de mettre au point les échanges qui auront lieu l'après-midi. J'ai le plaisir d'avoir à ma table, ainsi, tous les syndicalistes locaux, de la CGT à FO, de la FSU à la CFTC, et aussi Sud, représenté par un vieux militant de la LCR, Vladimir Nièddu. L'arbitre qui présidera, nous informe que Martine Aubry sera bien des nôtres Lors du débat consacré à la protection sociale. Lorsque nous arrivons à la salle, il y a environ 200 personnes et la discussion sera assez riche, chacun tenant dans son registre un discours combatif, excepté l'orateur de la CFDT qui rapetisse toutes les ambitions sociales que l'on peut avoir face au plan Douste-Blazy. J'insisterai sur la hausse des salaires, comme instrument de redistribution des richesses et du même coup comme solution pour augmenter les ressources des caisses de protection sociale, santé et retraite, je soulignerai la nécessité pour un vrai projet 2007, d'abroger les mesures de la droite (ce qu'on aurait dû faire pour les mesures Balladur contre les retraites : applaudissements). Evidemment, je ne pourrais m'empêcher, même si ce n'est pas le coeur du débat de fustiger le projet de constitution européenne qui " exclut toute harmonisation sociale entre pays membres ". Mais c'est dans l'atelier Europe que le " non " sera davantage développé, Jacques Généreux, Henri Weber, Dominique Bailly s'en chargeant fort bien, ainsi que Marc Dolez. La salle est majoritairement acquise au " non " quand François Hollande arrivera et fera son discours de clôture.

**Le 12 septembre, fête de l'Huma :** Débat avec Maryse Dumas, Serge Trucillio, Hervé Novelli, Denis Gautier-Sauvagnac (cf. D&S n°118). Quel plaisir de polémiquer avec les champions de la lutte contre les 35 h, UMP et Medef ! Il y a 300, personnes présentes et toute la presse (qui n'en parlera pas). Mais comment leur reprocher leur politique anti-sociale et voter " oui " à la constitution Giscard ? Elle est codifiée dans la concurrence libre et non faussée ". Moi, tous les jours, comme inspecteur du travail, je m'oppose à la " concurrence libre et non faussée ", car c'est la guerre, la loi du plus fort, l'écrasement du plus faible, les profits contre le droit du travail !

**La Chaîne parlementaire, lundi 13 septembre :** pourquoi se priver, c'est une émission où l'on reparle des 35 h avec un adversaire acharné de celles-ci, Hervé Mariton, député de la Drôme. Occasion de dénoncer les projets européens de déréglementation avec " l'opt - out " britannique étendu au continent, c'est-à-dire la suppression de la durée hebdomadaire maxima du travail fixée à 48 h. Autant montrer en toute occasion que le projet de constitution abritera une politique antisociale.

**Avignon, le 18 septembre :** 80 personnes, dans une hostellerie du village appelé " Lumières ". Un ultime cadre de vacances ensoleillé avec repas dehors dans la cour de l'auberge. Mais on travaille cependant attentivement de 10 h à midi et de 14 h à 17 h. On alterne les arguments pour le " non ". La salle majoritairement NPS, comporte aussi des partisans du " oui ", qui ébranlés, ne s'exprimeront guère : ce sont les arguments sociaux qui sont le plus applaudis, ceux qui concernent les délocalisations, le dumping social, le Smic européen, la durée du travail. Un des intervenants rappelle fort bien que la Charte des droits sociaux fondamentaux est en retrait de la Déclaration

Universelle des Droits de l'Homme, surtout sur la question des droits démocratiques des immigrés et qu'elle a été fortement critiquée en son temps, avant d'être mise en annexe du traité de Nice. Là, comme dans les autres réunions de ces deux mois, je parle aussi chaque fois de l'assassinat des deux inspecteurs du travail et de ce que cela signifie socialement et politiquement.

**7eme arrondissement de Paris, à Solférino** : Invité par le secrétaire de section, j'arrive vers 20 h, la réunion ne rassemble qu'une trentaine de personnes ce soir-là, dans une petite salle du sous-sol du local du parti. Mais comment parler du droit du travail menacé, des attaques du gouvernement Raffarin sans parler de la Constitution Giscard qui colle parfaitement avec cette politique ultra-libérale. Une grande partie des participants n'ont pas idée de ce qu'est le travail dans le privé, ce que cela signifie souvent comme perte de droits, comme chantage au chômage, comme surexploitation. Occasion de présenter " Carnets d'un inspecteur du travail ".

**Belfort, samedi 25 septembre** : Invité pour une université d'été de rentrée, cela représente quatre heures de train aller et autant pour le retour. Je dois parler entre 14 h et 16 h 30 puis repartir, mais la direction fédérale divise en trois ateliers les 80 personnes qui sont là et il n'est envisagé de me donner la parole qu'après un exposé " objectif " avec diaporama sur la situation sociale. Si je ne m'imposais pas, je n'aurais eu que dix minutes de temps de parole. On fait le rappel de militants qui sont allés dans les autres ateliers et je parle devant quarante personnes, trois quarts d'heure, ce qui me permet, du coup, d'aborder tous les sujets d'actualité, de la protection sociale aux salaires, des délocalisations à l'Europe, du Smic à l'harmonisation sociale nécessaire interdite par le projet de Constitution. Du coup, la fédération qui avait invité quelqu'un d'autre, (Pierre Moscovici, en réalité ce fut Catherine Trautmann) partisan du " oui " pour le repas du soir, se fera plus accueillante.

**Niort, lundi 27 septembre** : Geneviève Perrin-Gaillard a bien fait les choses, il y a 160 personnes dans la petite salle bondée. Même des gens assis sur les marches, cela donne un ton un peu conférencier, mais peu à peu, tout passe bien dans la salle et c'est un vrai plaisir. Là, j'ai du temps, et pendant près de deux heures et demie, on pourra tout aborder, les questions sociales, une par une, et la question européenne, parce que, n'est-ce pas tout est lié. Il y aura une grande satisfaction exprimée des participants, et les arguments pour le " non " sont bien passés du même coup.

**Arcueil** : il y a une quarantaine de personnes, quelques socialistes présents, mais surtout des Verts, des LCR, des syndicalistes. Débat courtois, cultivé, ouvert. Evidemment, au-delà de tous les sujets sociaux que l'on m'a demandé d'aborder, cela intéresse chacun de savoir comment ca se passe dans le PS, comment le " non " est argumenté. Les organisateurs sympas, sont ravis mais déçus de n'avoir pas eu davantage de monde. Moi, ca m'a permis de mesurer l'intérêt des thèmes que je défends, en dehors du PS, et comment ils sont examinés, suivis avec beaucoup d'attention.

**Douai, 1er, 2, 3 octobre, Université d'été de Nouveau monde et de Forces militantes** : On a déjà raconté cela dans D&S n°118. Mille participants, présence des dirigeants NPS, enthousiasme et étude poussée soignée, économique, sociale, institutionnelle, politique, du projet de Constitution. Une vraie école de formation avec Jacques Généreux, Liem Hoang Ngoc, etc. Beaucoup de jeunes en reviendront armés et hyper-combatifs. J'aurais eu l'occasion de parler le samedi une trentaine de minutes, aux côtés de Benoît Hamon, devant 800 personnes, j'y développe les arguments sur le Smic européen, le Smic marin mondial et européen, sa crédibilité, sa nécessité, et... son empêchement par la Constitution si on la vote. Au début, j'aurai défendu l'unité de NM, FM et de NPS, les participants dans la salle crient " unité, unité " surtout les jeunes. D&S tient une librairie et vend plus de 500 livres, et autant de revues argumentaires pour un seul et même " non " contre Chirac et Giscard.

**Roubaix-Tourcoing, 6 octobre** : Retour dans le Nord à l'invitation d'Attac et des Amis du Monde diplomatique. Peu de participants, (50) mais une grande attention comme à Arcueil, une volonté de débattre, de savoir aussi ce que dit un dirigeant PS, des membres du PCF attentifs, une soirée conviviale ensuite autour d'un repas ou il est question de

façon répétée du rejet de la pseudo-Constitution européenne libérale.

**Paris, 9 octobre**, Le Conseil national du PS qui se tient ce jour-là m'oblige annuler des réunions prévues par l'Ufal en 77, par le club Vendémiaire dans le 11<sup>e</sup>, et par l'association " Démocratie " du général Paris au Sénat. Je serai désolé et contraint de m'excuser de rater des engagements vis à vis des invitants, vis à vis des participants. Je le refais ici publiquement.

**Caen, 11 octobre** : 130 personnes dans la salle bondée de la fédération. Là je suis invité seulement pour défendre le " non ". Louis Mexandeau m'accueille, tous les militants sont mêlés, de NM, de FM, de NPS (Bernard et Marie-Dol Frigout, ... Di Bianca, Magali Lefrançois). Quelques partisans du " oui " sont dans la salle, mais ils n'oseront pas intervenir. Interpellé par la puissance des arguments ? En tous cas, la salle partage, et approuve. C'est avec vigueur que je réponds à toutes les attaques alors violentes du " oui " : la menace du chaos, le chantage aux " personnes ", les noms d'oiseaux ( " trahison " vient de dire Kouchner " " je quitte le parti si c'est le non " vient de dire Catherine Trautmann, et d'autres comme Elisabeth Guigou dramatisent le débat.) Oui on non cette constitution est-elle libérale ? Oui. Le compromis doit-il être fait ? Non.

**St-Girons, Ariège, vendredi 15 octobre** : 70 personnes. Pour y arriver, avion pour Toulouse plus une heure trente de route. On est dans un coin isolé mais magnifique. Six à sept sections du plateau de Courrezan ont fait l'invitation : la fédération boycottée, pas de responsable de haut niveau pour m'accueillir mais on est sept à la tribune, et je développe mes arguments sur le droit social et sur l'Europe. La salle est longue à se faire réceptive, mais la glace est brisée, on ne peut éviter de parler de l'Europe, et de la pseudo constitution, il y a partage, mais une majorité évidente de " non ", si l'on en juge par les réactions sympa en fin de débat. Logement avec vue sur la montagne enneigée, puis départ le matin sous la pluie battante vers Toulouse avec le camarade organisateur dévoué qui a fait les deux aller-retour en voiture.

**Lot, samedi 16 octobre** : Arrivée à Toulouse pour rencontrer le camarade qui m'emmène au-dessus de Cahors, en dessous de Brive. Au restaurant à Toulouse, je croise Bertrand Delanoë et Kader Arif, qui viennent de déjeuner et partent pour Bordeaux. Il était prévu que ce soit Kader Arif, mon " débateur " pour le " oui " le soir, mais celui-ci s'excuse, ce sera Christophe Borgel venu de Paris exprès. Nous traversons les départements pour arriver aux " Quatre routes " du Lot où 150 personnes nous attendent. Premier débat en " atelier " (mais tout le monde y participe, la salle est trop petite). Un socialiste qui se dit petit employeur parle du " pauvre malheureux paysan désespéré qui a tué deux inspecteurs ", mon sang ne fait qu'un tour et je dis ce qu'il en est, très vivement. Il ré-interviendra pour le " oui " un peu plus tard. On discute ensuite devant un " banquet " où il a trois grandes travées de 50 et en bout de table, on préside. Un responsable local parle de façon embarrassée entre " oui " et " non ". Puis notre ami Jean Launay, député (NPS) du coin, intervient, dit qu'il hésite mais penche pour le " non ". Enfin on tire au sort : Martin Malvy, assis à côté de moi, pour le " non ", puis moi, puis deux " oui " : Christophe Borgel, et Gérard Miquel, sénateur, pour le " oui ". Martin Malvy, avec sa forte autorité, argumente clairement et fermement. Moi, c'est facile et j'ai un " ban " de la salle, déjà acquise. Christophe Borgel développe avec prudence et habileté les arguments de Solférino, mais il a déjà perdu dans la salle, ainsi que Gérard Miquel. Ça se confirmera avec les questions-réponses. Tout de même, pendant trois heures, 150 personnes, auront abordé au fond les questions difficiles, très politiques de la Constitution. Je dirais 80 % pour le " non ". Au fur et à mesure que je passe d'un département à l'autre, on me confirme : le score des 40 % des trois minorités de Dijon (NPS, NM, FM) sera dépassé nettement. Le lendemain, je vais en Dordogne où les militants socialistes m'aident à rencontrer les personnes proches des victimes inspecteurs du travail assassinés le 2 septembre. En 48 h, je vois les lieux, je recueille les témoignages, pour finir mon livre " on achève bien les inspecteurs du travail " à paraître fin novembre.

**Toulouse, vendredi 22 octobre** : C'est une réunion du Conseil régional sur le travail, le temps libre et les femmes. En fait sur l'égalité professionnelle. Un peu cérémonial, car il y a tous les moyens et toutes les obligations du Conseil régional Midi-Pyrénées : on est dans un cadre officiel. Mais les premières interventions de sociologues et expertes, sont assez subversives sur les droits des femmes. Il y a 600 participants dont 580 femmes. Facile de mettre en

cause le temps partiel imposé, l'inégalité salariale sans sanction juridique, les discriminations croissantes avec harcèlement. Lors des congés maternité, et le fait que le projet de constitution européenne ne prévoit pas d'harmonisation sociale vers le haut, selon le " principe de faveur ". En commission l'après-midi, après un repas commun les représentantes de la CGPME et du Medef essaieront de contre - attaquer, en vain. Retour avion, ça fait quatre réunions en midi, sud-ouest en une semaine, mais je dois revenir la semaine suivante. Agen, le mardi 26 octobre : Les camarades du Lot et Garonne ont bien fait les choses : Lucette Lousteau, a fait venir environ 130 personnes dans un amphithéâtre où je peux parler longuement et à loisir, du droit du travail, des retraites, des salaires, de la Sécu... mais, et tout le monde sourit et s'en régale, de la " Constitution ". Tout passe bien, arguments et applaudissements. Le département est en " ballottage " depuis le 28 mars, égalité de conseillers gauche et droite. La bataille est rude. Alors l'écoute est grande : Raffarin = Thatcher, mise en cause des frères Sarkozy, " nos Bush père et fils à nous, l'un commence l'autre finit ". " L'un défend le Medef, l'autre exécute "... La presse locale titrera " Filoche combat ! " et racontera en trois articles les différentes réunions. Le " non " est fort. On me fait rencontrer mes collègues inspectrices en agriculture, notamment Valérie Lemaire, amie de Sylvie Tremouille, qui a reçu " le prix de l'ours " comme fonctionnaire la plus " détestée " par les exploitants réacs et fachos de la Coordination rurale. On déjeune ensemble avec une militante de " AC ! " avec des syndicalistes (qui ont assisté à la réunion ouverte de la veille au soir). Militants Pc, Attac, différents syndicats, FO et CGT surtout. Puis départ sous la pluie pour Libourne. On me fait gentiment visiter une cave de Bordeaux (Haut-Bernat) avant de faire une conf' de presse.

**Libourne, le soir du mercredi 27 octobre :** Prise en main cordiale et chaleureuse par le responsable d'Attac, Frédéric. Il y aura 100 personnes, réunion très ouverte, Verts, PC, PS, LO, LCR, et des camarades de NM et de NPS, comme partout. Même écoute, même passion : ils sont tous pour le " non " même la camarade de la LCR, " ex " de LO, qui défend quand même LO en présupposant qu'ils appelleront peut-être à voter " non " alors que d'habitude ils appelaient à s'abstenir (Maastricht). Mais ce qui compte ce n'est pas ce que les militants de LO ont dans le coeur, c'est l'acte qu'ils font ou ne font pas en mettant, ou non, un bulletin " non " dans l'urne. Partout, interne ou externe au PS, je souligne que le 1er décembre est une date clef : chacun le sait et le sent, mais pour voter, il faut être membre, c'est donc là que " ça se passe ". Je ne le fais pas trop " hégémonique " car il y d'autres " non " (le PCF ! Hélas, pas les Verts, il y a même cet écervelé de Cohn-Bendit qui développe n'importe quels arguments sans principe pour le " oui "). Mais un " non " de gauche est possible et nécessaire et fera pencher la balance pour une Europe de gauche, contre les " non " souverainistes. Il faut repartir à l'aube, comme d'habitude, au train de 5 h du matin pour travailler. Ça fait 8 h à Paris, ça ira.

### **Gap, le vendredi 29 octobre :**

Paris-Valence-Gap : la dernière partie du voyage, c'est un petit train qui s'arrête dans chaque gare et que les habitants défendent car le " service public " veut supprimer des arrêts, ; sinon la ligne ! Là, les camarades de D&S, NPS, MN m'attendent, puis je rencontre et dîne avec Jean-Louis Bianco et le premier fédéral qui est pour le " oui ", dans une fédération très partagée. Comme partout ailleurs, tirage au sort, 20' pour l'introduction et réponse en ordre inverse, 10' chacun. Entre temps, un flot de questions aux deux contradicteurs. Jean-Louis Bianco est sérieux et " clean " : il réfute les excès des partisans du " oui " qui font du chantage ou lancent des insultes, il affirme que si le " non " passe, ce ne sera pas le chaos. Il argumente sur le fond, réaliste : " cette constitution est un passage nécessaire, on n'a pas le choix, on la remet, en cause dès que possible, un traité, c'est " vivant " ça bouge, il y en aura d'autres ". Il précise que les " oui ", ayant gagné, pourront s'appuyer sur les difficultés rencontrées et faire valoir que cela a été " dur " afin de peser pour remettre en cause, ensuite, la constitution. Dans ce cas autant " voter non ! ". Ça pèsera davantage. Et souvent derrière le texte, il y a la question des rapports de force et des choix à faire en conséquence. C'est vrai, je réponds qu'il y a différents " oui " : les " oui " de " petits pas, à regrets mais réalistes ", les " oui " de raison, et les " oui de combats " qui valorisent la constitution, je conseille de ne pas choisir le " oui de combat ". Je conseille le choix de l'opposition, la distinction nette entre gauche et droite en Europe comme en France, leçon essentielle du 21 avril. En fait dans la salle, on dirait du 60 % pour le " non ", mais il faudra voir au moment des votes. Les camarades NM, NPS, s'entendent pour quadriller les sections, et les militants, travailler à gagner chaque voix une à une.

**Amiens, le 3 novembre :** J'enregistre une émission sur le travail pour France 3 Ile de France, un sujet d'une heure.

Je réussis à parler de nos collègues assassinés mais aussi de la constitution libérale.

**Cesson, Seine et Marne** : C'est une terre où il y a division au sein de NPS, les uns préférant des compromis à vision très carriéristes et les autres donnant la priorité à la politique et à la qualité des arguments. Mais c'est à Cesson que s'est lancé NPS en octobre 2002, et la totalité des militants NPS, NM et FM a fait presque 45 % des voix. Est-ce que cela va se retrouver en voix pour le " non " ? Les fabusiens apportent quelques voix de plus, c'est possible. Mais là, plus qu'ailleurs, il manque un peu une dynamique unitaire, pour agir plus complètement ensemble. Il y a 65 personnes au total. Le défenseur du " oui ", Laurent (qui a remplacé Olivier Faure, secrétaire permanent de François Hollande, qui s'est défilé in extremis) est un jeune " attaché " sérieux qui commente, à la lettre, la constitution essayant, comme dans une bible, d'en sortir le meilleur. Oui, mais il n'y a pas que le texte (très critiquable) il y a le contexte : comment signer dans les conditions actuelles (opt out, Bolkestein, délocalisations, etc..) avec les libéraux, ce n'est vraiment pas le moment, sous la défensive de faire un tel compromis déséquilibré et défavorable. La salle est majoritairement pour le " non " malgré trois interventions d'élus locaux qui essaient de plaider pour un " oui " de raison, quasi de " coeur ". On n'a pas à coeur à revoter avec Chirac, on veut rendre ses deux dernières années au pouvoir plus difficiles !

Je reviendrais en Seine-et-Marne à Combs-la-Ville le 16 au soir, et en AG fédérale à Verneuil l'Etang pour parler au nom de NM, FM et NPS. On se bat pour l'unité du camp du " non ". Un fabusien devrait s'exprimer en plus pour le " non " : s'il n'y a pas de fraude, dans les sections un peu perdues de ce grand département, le " non " devrait être majoritaire !

**Mantes, lundi 8 novembre** : Réunion publique sur l'emploi en soutien à la candidate, Françoise Descamps qui se présente à la législative partielle contre Pierre Bédier, l'ex-ministre des prisons de Raffarin-Chirac qui veut reconquérir son mandat de député malgré les casseroles judiciaires qui sont les siennes. L'élection aura lieu les 28 novembre et 4 décembre. Dans la salle de meeting, à Porcheville, il y a 80 personnes, attentives et très motivées, PC, Verts, LCR. Le débat quoique tourné vers l'emploi et le " projet 2007 " et la lutte pour " battre Bédier ", n'échappe pas à l'actualité : " oui " ou " non " à la constitution ? On est dans les Yvelines et l'ancien maire de Mantes est pour le " oui ", mais nombre de militants en redemandent : notamment les membres du PCF, qui attendent : alors quelle va être le choix du PS ? Je reste " soft " sous l'angle de l'emploi, je ne peux que mettre en cause la constitution tout en laissant ouvert le choix...

**Tulle, le 12 novembre, 20 h** : Cinq heures de route aller et retour en voiture, départ le vendredi 11 h avec Georges Martel, retour le samedi 14 h. " Gérard a sûrement expérimenté que c'était long de venir ici " commencera François Hollande, ajoutant, en commençant son rapport de 25' (car au tirage au sort, c'est lui qui cause le premier et conclue). " J'ai un inconvénient, ici, c'est que je suis archi-connu de vous tous, Gérard lui, a l'avantage d'être inconnu.. Enfin je veux dire, excepté comme inspecteur du travail, bien sûr, et comme membre au plan national de notre parti ". Un diaporama, un peu partial, essaie, en introduction, de présenter aux 180 personnes présentes les avantages et les inconvénients du " oui " et du " non ". Puis François Hollande plaide habilement 20' essentiellement sur les rapports de force européennes, " nous sommes isolés, que faire d'autre ? Il faut en être pour se battre ensuite, le " oui " évite la panne de l'Europe, le " oui " nous donnera l'occasion de le dépasser... Car, sans le PSE, sans la CES, que faire ? On ne peut donner des leçons à toute l'Europe... C'est le point fort dans cette salle : François est réaliste ! En Corrèze où je suis, il y a eu 2 % des voix pour NPS, 6,5% pour NM et plus de 90 % des voix pour François Hollande lors du congrès de Dijon. J'essaie de prendre le taureau par les cornes : " Cette constitution est un pâté d'alouette et de cheval ", il y a une alouette mise par les conventionnels de la gauche, ce que François Hollande a valorisé, mais il y a un cheval de libéralisme que la droite a introduit. " Quand on mange, on ne sent que le goût du cheval " ! Il y a une Europe de gauche et une Europe de droite ! " Maintenant l'heure est à l'Europe sociale " comme on l'a proclamé dans notre campagne victorieuse de juin 2004. Opt - out, Smic, délocalisations, travail de nuit des femmes, comités d'entreprises, chômage, directive Bolkestein, l'Europe réelle recule socialement, il ne faut pas signer " oui " dans ces conditions, il faut s'opposer, résister pour forcer à la renégociation ! Quatre ou cinq interventions, trois pour le " oui ", trois pour le " non ". L'un m'accuse de voter avec Le

Pen et De Villiers, de faire le jeu de Bush. Un jeune affirme que le Smic européen c'est " aberrant " car il serait aligné sur le " bas ". Mais, conclut François Hollande, quel sens aurait le " non " ? Pour renégocier ce sera avec Chirac et les libéraux et ils ne vous permettront pas mieux. Ecoutez le PSE, la CES, nous sommes isolés et le " non " nous isolera davantage. L'Europe sera en panne et ce sera pire ! Il affirme, comme il a vu la " une " de D&S n° 118, sur la table, que " le non peut l'emporter, oui, c'est vrai le " non " peut l'emporter, et c'est pour cela que je fais campagne, car le " oui " doit l'emporter ". Devant son public, chez lui, François Hollande a été davantage applaudi que moi, mais je lui ai tenu la dragée haute. Il demeure courtois et fraternel comme d'habitude, mais on l'a senti tendu et crispé, la bataille est importante ! Différents militants inquiets viendront me demander : "- Mais son poste est-il en jeu, si c'est le " non " qui gagne ", je répondrais clairement : " - Non absolument pas ". J'ai précisé que c'était un débat d'idées, non de personnes, que ce n'était pas un débat de " motions " ni de " conscience " ni un " débat identitaire " mais un débat politique authentique, libre, sur le fond ! Les militants NM, NPS, espèrent, selon leur pointage, 20 % : s'ils atteignent ce score en Corrèze, cela veut dire que le " non " gagne en France. Angoulême, le 15 novembre...

Après François Hollande, le débat aura lieu avec Ségolène Royal. Puis ce sera, Villefranche-sur-Saône, La Roche-sur-Yon, Chartres, Clermont, Paris 13°, 17°, Aubervilliers, Remiremont... Strasbourg....

Au total, j'en serai, comme tous les camarades mobilisés, à plus de trente réunions, et sans doute, à parler devant quatre à cinq mille militants. On vote le 1er décembre.